

RENFORCER LA SOCIAL- DÉMOCRATIE EUROPÉENNE

RAPPORT SUR LES SIX TABLES RONDES 2010/2011
ET LA CONFÉRENCE DE BARCELONE EN JUIN 2011



S&D

Groupe de l'alliance progressiste des
Socialistes & Démocrates
 au Parlement européen

Préambule	4
Allocution principale de la conférence de Barcelone	
Barcelone – 20/6/2011	6
Jacques Delors	
DÉBATS DES TABLES RONDES	
Soutien électoral aux Sociaux-Démocrates européens	
Limelette – 9/6/2010	10
Bernhard Weßels / Poul Nyrup Rasmussen	
Bruxelles – 12/1/2011	13
Maria João Rodrigues / Catherine de Vries	
Barcelone – 20/6/2011	16
Hannes Swoboda / Roger Liddle / Daniel Innerarity / Anne Muxel	
Mondialisation, gouvernance et changement permanent	
Bruxelles – 8/12/2010	19
Martin Schulz / Miguel Angel Moratinos / Joaquín Almunia	
Barcelone – 20/6/2011	23
Zoran Milanovic / Stephen Hughes / Maria João Rodrigues	
Jeunesse et politique	
Bruxelles – 12/5/2010	25
Janelle Ward / Anne Muxel	
DÉBAT PLÉNIÈRE II LORS DE LA CONFÉRENCE DE BARCELONE	
Élaboration d'un programme pour une Union Européenne réformée	
Barcelone – 20/6/2011	30
Ramón Jáuregui / Steven Hill / Bernadette Ségol / Matthias Machnig / Enrique Barón Crespo / Bernhard Weßels / Kaisa Penny	

DÉBATS DES TABLES RONDES

Démocratie et liberté

Barcelone – 21/6/2011	38
Christian Levrat / Alfred Gusenbauer / Catherine Trautmann / Jan Pronk	

Politique étrangère progressiste

Bruxelles – 30/6/2010	41
Jan Pronk / Massimo d'Alema	

Migration, Intégration, Identité et tolérance

Bruxelles – 4/5/2011	43
Anna Terrón I Cusi / António Vitorino / Emir Kir	

Barcelone – 21/6/2010	47
Gema Martín Muñoz / Henning Meyer / Anna Terrón I Cusi / Juan Fernando López Aguilar	

DÉBAT PLÉNIÈRE II LORS DE LA CONFÉRENCE DE BARCELONE

Une Social-Démocratie renouvelée pour relever les défis de l'Europe

Barcelone – 21/6/2011	52
Ricardo Lagos / Jacques Delors / Alfred Gusenbauer / Martin Schulz / Poul Nyrup Rasmussen	

Déclaration de Barcelone

21/6/2011	58
-----------------	----

Liste des participants	59
------------------------------	----

PRÉAMBULE

—

SESSION D'OUVERTURE

PRÉAMBULE

Cher(e)s Ami(e)s,

Au nom du Groupe S&D au Parlement Européen nous avons le plaisir de vous présenter un rapport récapitulatif des débats des six tables rondes qui ont eu lieu en 2010 et 2011, ainsi que de la conférence de Barcelone en juin de cette année.

Les tables rondes et la conférence ont rassemblé des membres du groupe S&D et des dirigeants et personnalités issus directement ou indirectement de notre famille politique. Une série de thèmes ont été abordés: de la mondialisation, la migration et l'intégration à la jeunesse et la politique; un ordre du jour progressiste pour la politique extérieure; l'importance de l'intégration européenne pour la social-démocratie, ainsi que les tendances concernant le soutien électoral aux politiques progressistes.

Pour un renouveau de notre famille politique, nous devons avoir un débat ouvert avec la participation de nos partis, parlementaires, fondations et militants à tous les niveaux.

La Convention du PSE en novembre constitue une plateforme importante pour approfondir le débat sur les politiques progressistes et une occasion unique pour présenter cette brochure. Nous pensons qu'elle offre des contributions très intéressantes pour une plateforme politique renouvelée qui affûtera notre profil politique.

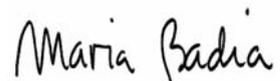
En collaboration avec le PSE, la FEPS, les partis nationaux et les fondations, le groupe S&D poursuivra le débat sur l'avenir de la social-démocratie européenne. Nous tenons à souligner qu'une social-démocratie renforcée et une Union européenne renforcée vont de pair. Si nous voulons mettre en œuvre notre programme politique, nous avons besoin d'une Union européenne forte associée à une présence accrue de socialistes et sociaux-démocrates dans les gouvernements nationaux (Conseil), à la Commission européenne et au Parlement européen.

D'ici les élections européennes de 2014, nous nous efforcerons d'être la force politique déterminante nécessaire pour répondre aux défis européens.

Nous vous souhaitons beaucoup de plaisir à la lecture de cette brochure.



Martin SCHULZ
Président



Maria BADIA I CUTCHET
Vice-présidente responsable
du programme des Tables rondes



SESSION D'OUVERTURE, CONFÉRENCE DU GROUPE S&D

Barcelone, 20 juin 2011

Allocution principale

Jacques Delors

Ancien président de la Commission européenne

Les sociaux-démocrates doivent reconstruire la société, restaurer le sens de l'estime de soi et donner de meilleures perspectives à long terme au commun des mortels.

La droite politique suit un programme à court terme, « instantané », comme le montre clairement sa gestion de la crise économique: elle s'est servi de l'État pour sauver les banques à n'importe quel prix et considère l'État providence comme un simple tampon, alors que le centre-gauche le voit comme un moyen de permettre à chaque individu d'une société de jouer un rôle adéquat.

La culture « du marché et rien que le marché » porte atteinte à nos sociétés, marginalise les communautés et favorise une perte d'espoir parmi les individus et les familles. Il incombe maintenant aux socialistes et aux sociaux-démocrates de restaurer les valeurs sociales, d'atténuer le choc de la mondialisation et d'inverser la domination du monde financier.

Pendant « l'âge d'or des années soixante », la social-démocratie a permis aux gens d'aspirer à mieux. Aujourd'hui, les classes ouvrières traditionnelles sont tentées par les appels des sirènes du populisme, qui attirent les personnes appartenant aux communautés pauvres et marginalisées, autrefois plus en phase avec les aspirations de la social-démocratie.

Les gens disposent de biens « en abondance » mais restent pauvres quant aux choix de vie possibles et aux carrières potentielles; ils sont désabusés. La vision à court terme de la part des médias comme des partis politiques de tous bords constitue un problème clé. La Grèce représente un exemple classique: si les dirigeants de l'UE avaient pris « dix minutes » pour réfléchir aux solutions à long terme au problème grec au lieu de « trembler dans leurs bottes à la vue des marchés », il aurait été possible de faire quelque chose.



La droite se concentre sur le court terme, la gauche doit voir à long terme et en faire son domaine: nous devons offrir des perspectives aux gens. Les gens se sentent perdus. Ils sont effrayés par la mondialisation et cherchent à quoi ils pourraient se « raccrocher ». Les populistes et les démagogues de droite ou de gauche parlent de la nation par opposition à l'Europe. En fait, le renforcement de l'Union européenne constitue une partie de la réponse, parce qu'il est impossible de s'attaquer au dumping social ou fiscal ou à des problèmes comme l'immigration ou le choc de la mondialisation sans une solution européenne.

L'Europe ne parle cependant pas d'une seule voix: les institutions responsables de l'Europe sont absentes quand nous avons besoin d'elles, l'UE en tant que corps politique bat de l'aile. Les politiciens ne travaillent pas ensemble.

Nous, les sociaux-démocrates, nous devons nous élever contre cela: est-ce que quelqu'un serait prêt à accepter que dans son propre pays, sept membres du gouvernement tiennent en même temps des propos différents? Cela

montre comment « l'Europe » décline au moment où nous avons le plus besoin d'elle. L'Europe doit choisir entre le déclin et la survie. Face aux crises, les institutions européennes battent en retraite, et ce mouvement doit être inversé.

L'idée de faire reposer l'emploi et la croissance sur des politiques orientées vers le marché n'est pas bonne: les gens ont besoin d'argent et l'argent est roi de nos jours, mais nous ne devons pas accepter le discours de droite selon lequel l'argent régit tout. Nous devons nous élever contre cela dans une société où les institutions financières ont non seulement été sauvées par des gens ordinaires payant des impôts plus élevés, et s'endettant, mais sont maintenant rétablies, fonctionnent et exercent à nouveau une pression spéculative. Ceci est immoral.

Il est essentiel que le mouvement social-démocrate restaure l'équilibre entre le capital et le travail, et entre la solidarité et la responsabilité. Notre objectif politique doit consister à reconstruire la société et à garantir que chacun pense y avoir sa place, plutôt que laisser la société s'écrouler. Nous avons besoin de syndicats et d'associations et cela demande réflexion. Nous devons rétablir le respect envers les négociations collectives; des pays véritablement démocratiques ne peuvent exister sans de vraies négociations entre les représentants des travailleurs et de l'industrie.

Il est essentiel de protéger l'environnement, garantir l'existence d'un état providence universel et partager les responsabilités d'une génération à l'autre. Il est également important de s'adapter aux changements économiques et techniques et d'utiliser l'éducation afin de réduire les inégalités. Les comportements doivent évoluer, tant au niveau des gouvernements et des entreprises que parmi les citoyens ordinaires: sommes-nous prêts à appliquer ces changements radicaux aux personnes au lieu de simplement en parler ?

Au cours des soixante dernières années, la social-démocratie a rassemblé les gens. L'État providence a contribué à la construction d'une société qui intègre, qui a offert aux individus des perspectives, un degré de dignité et un sens du contrôle que chacun peut avoir sur sa vie. Ce processus disparaît maintenant et les personnes se replient de nouveau sur elles-mêmes, donc nous devons reconstruire la société.

Nous devons transmettre l'idée que nous sommes tous dans le même bateau; nous appartenons tous à une même communauté. Ceci fait partie du courage dont la social-démocratie doit faire preuve en ces moments critiques.

DÉBATS DES TABLES RONDES

SOUTIEN ÉLECTORAL AUX SOCIAUX-DÉMOCRATES EUROPÉENS

SOCIAL-DÉMOCRATIE EUROPÉENNE : PERSPECTIVES ET POTENTIEL, UN AN APRÈS LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES DE 2009

Limelette, 9 juin 2010

Présentations principales

Bernhard Weßels

Chercheur principal au Centre de Recherches sur les Sciences Sociales (WZB) et chargé de cours au département des sciences sociales de l'université Humboldt de Berlin

Certains ont prédit la fin de la social-démocratie parce qu'elle aurait atteint ses buts principaux (Etat providence, prospérité relative et réduction des inégalités sociales) ; dans ce contexte, les sociaux-démocrates se différencieraient de moins en moins des autres partis.

Toutefois, l'analyse des résultats électoraux en Europe sur la période 1990 – 2009 ne révèle pas un déclin général des partis sociaux-démocrates, que ce soit en termes de pourcentage des votes ou de participation gouvernementale. Le problème est de nature plus cyclique et s'additionne à l'extrême instabilité du comportement des électeurs dans certains pays.

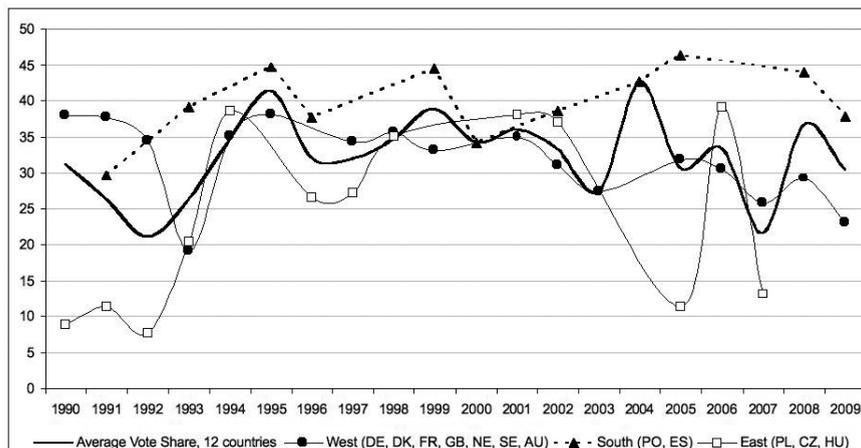


Il est toutefois indéniable que la social-démocratie est confrontée à une série de grands défis, en premier lieu parce qu'elle ne dispose plus d'un « noyau dur » électoral qui la soutient inconditionnellement. Généralement parlant, le pourcentage d'électeurs affichant une fidélité sans faille à un parti quelconque est en déclin car les gens évaluent les partis en fonction de leurs performances et de leurs résultats.

Si les syndicats bénéficient d'une représentation disproportionnée au sein du mouvement, leurs effectifs sont toutefois en baisse. L'élévation du niveau de formation constitue un autre

défi pour un mouvement qui a vocation d'attirer les moins formés. Et le déclin du soutien des jeunes électeurs est une cause d'inquiétude supplémentaire.

Dans ce contexte, les partis sociaux-démocrates étaient indubitablement les grands perdants des élections européennes de 2009, même si cela peut en partie être imputé à la chute dramatique de la participation. Car étant donné que les électeurs sociaux-démocrates s'abstiennent plus facilement que ceux des autres partis, le mouvement doit faire des efforts de mobilisation plus importants pour les inciter à voter.



Part moyenne du vote des partis sociaux-démocrates, globale et par groupes de pays, 1990-2009

Source: Bernhard Weßels, *Quelle est la part de vérité dans la thèse de la fin de la social-démocratie? Une analyse empirique des résultats électoraux et des profils de l'électorat des partis sociaux-démocrates en Europe durant les 20 dernières années*, Fondation Friedrich Ebert, Analyse politique internationale (IPA), août 2010. Calculs de l'auteur basés sur les éléments de la base de données "Partis, Elections et Gouvernements", unité de recherche "démocratie", WZB. Version papier sur: <http://library.fes.de/pdf-files/id/ipa/07414.pdf>.

Poul Nyrup Rasmussen

Président du Parti socialiste européen

Les élections européennes de 2009 n'étaient pas de vraies élections paneuropéennes mais plutôt des referenda sur les gouvernements nationaux respectifs. Les partis sociaux-démocrates ont donc généralement perdu dans les pays où ils étaient faibles au départ, alors qu'ils ont obtenu de bons résultats dans les pays où ils étaient déjà forts. Toutefois, bien que les partis sociaux-démocrates aient perdu du terrain lors de ces élections, les autres grands partis n'ont pas réalisé de gains significatifs. La participation était à son plus bas niveau historique. Renverser cette tendance d'apathie parmi les électeurs est – à elle seule – le plus grand défi électoral des sociaux-démocrates européens. Cette apathie provient du sentiment que le vote pour des représentants européens ne fera pas la différence. L'érosion du soutien à la social-démocratie résulte aussi du succès



“ Quelques instantanés du débat

« L'électorat est devenu très instable. Les électeurs cherchent le trésor au bout de l'arc-en-ciel et s'ils ne le trouvent pas, ils changent de parti. »

« On ne peut laisser les choses en l'état. La société a changé et notre message ne peut pas être le même qu'il y a 20 ans. »

« La social-démocratie est née de la société industrielle, qui était en fluctuation et en évolution permanente. Nous avons l'habitude du changement, nous sommes donc capables d'innover face à la mondialisation. »

« Les citoyens nous considèrent comme des partis très technocratiques : nous avons besoin de leaders forts, armés d'une panoplie de valeurs claires. »

« Il faut donner aux gens un message d'espoir, la promesse d'un avenir meilleur. »

”



des conservateurs à exploiter le facteur « peur », en particulier sur l'immigration et l'insécurité de l'emploi.

La famille social-démocrate a aussi souffert de son incapacité à nommer un candidat unique pour diriger la Commission européenne. Le PSE a heureusement réagi et un engagement ferme existe maintenant pour mener la campagne des élections en 2014 avec un candidat unique.

Les sociaux-démocrates doivent contrer le retrait des conservateurs envers les politiques de désengagement. La focalisation des partis de droite sur l'individualisme et les forces du marché constitue une tentative de réduction de la sphère publique.

La lutte contre ce phénomène doit être menée au niveau, tant national qu'europpéen. La famille social-démocrate doit promouvoir la valeur de la sphère publique, les bénéfices de l'égalité et la force de la communauté. En adaptant nos programmes au monde d'aujourd'hui, en modernisant nos politiques et en réalisant une connexion progressiste avec les électeurs, nous serons à même de redynamiser la voie social-démocrate et de nous préparer pour 2014. L'initiative du PSE « Notre vision pour des sociétés progressistes au 21^{ème} siècle » vise cet objectif, en impliquant tous les acteurs de notre famille, des militants aux dirigeants de parti, dans un débat ouvert sur le renouveau de la social-démocratie.

LE SOUTIEN À LA SOCIAL-DÉMOCRATIE EUROPÉENNE: TENDANCES ET DÉFIS

Parlement européen, Bruxelles, 12 janvier 2011

Présentations principales

Maria João Rodrigues

Conseillère spéciale aux institutions de l'UE et au parti socialiste européen

Les progressistes sont en train d'accroître leur influence dans le monde, en Amérique latine, aux États-Unis et en Asie, mais la vague s'est inversée en Europe. En quelque sorte, les sociaux-démocrates sont les victimes de leurs propres succès – les sociétés européennes d'aujourd'hui sont clairement le résultat des mouvements socialistes et sociaux-démocrates, et nous devons rappeler nos principales réalisations aux citoyens – mais cela ne suffit plus en tant que tel. Notre identité politique est définie essentiellement par nos valeurs, plutôt que par les groupes qui nous soutiennent. – La social-démocratie ne devrait pas être définie comme étant essentiellement le parti des travailleurs. Notre point de départ devrait être nos valeurs – liberté, égalité, justice sociale ainsi que le concept

du développement durable – et nous avons besoin de mobiliser les citoyens autour d'elles. En tant que progressistes, nous devons être en faveur de concepts progressistes. Pour les travailleurs, cela signifie des salaires plus élevés; pour les autres, une meilleure qualité de vie. Nous devons prendre pour base la qualité de vie et le bien-être: nous avons besoin d'un nouveau concept de réussite, d'excellence, de responsabilités et d'obligations. Nous avons besoin d'un nouveau concept de liberté qui vise à autonomiser les citoyens et à créer un sentiment d'appartenance. Le modèle européen est confronté à des défis de taille, mais il reste le meilleur au monde. Nous devrions en être fiers. Nous avons besoin d'un message convaincant, selon lequel nous pouvons soutenir ce modèle, mais, pour ce faire, nous avons besoin de le réformer.



Dans les conditions historiques actuelles, la social-démocratie a besoin d'une action plus forte au niveau européen pour pouvoir mettre en œuvre son nouveau programme. C'est la raison pour laquelle nous avons besoin de construire un parti politique européen plus fort.

Catherine de Vries

Professeure adjointe en sciences politiques, Université d'Amsterdam

Les sociaux-démocrates sont confrontés à trois principaux défis: la fin d'un vote fondé sur les clivages politiques, avec des citoyens qui n'hésitent pas à changer leur fusil d'épaule, des fissures idéologiques entre les partisans potentiels, et un accroissement de la rhétorique anti-élite, anti-étatique. L'ère où les partis disposaient d'un noyau dur d'électeurs est révolue: les électeurs analysent aujourd'hui un grand nombre d'options différentes et se forgent leur opinion sur le parti à soutenir à un stade beaucoup plus tardif. La plupart voient les partis sociaux-démocrates comme une option viable, c'est-à-dire un éventuel parti pour lequel ils envisageraient de voter, puis recherchent les informations dont ils ont besoin pour décider pour qui voter. De ce fait, les campagnes électorales et les facteurs à court terme sont plus importants aujourd'hui que par le passé. La « fracture idéologique » entre les partisans potentiels pose également un dilemme important pour les sociaux-démocrates: dans son cœur, une grande partie de l'électorat est à gauche pour les questions économiques, mais à droite pour les questions culturelles (p.ex. pour les questions telles que l'immigration et la mondialisation). Cela ne correspond pas vraiment à l'approche traditionnelle et internationale de la social-démocratie et montre également le besoin de lancer un vrai débat sur des questions délicates telles que l'immigration



et la culture. C'est le troisième défi, à savoir l'émergence d'un discours anti-élitiste et anti-tatouage, alimenté par les partis populistes, qui suscite le plus d'inquiétudes. Les électeurs doutent de plus en plus que les décideurs politiques agissent pour l'intérêt général du public et cette méfiance à l'égard des autorités explique, en partie, pourquoi la social-démocratie n'a pas été en mesure d'exploiter la crise financière et économique. Pour répondre à ces défis, il est nécessaire d'élaborer une stratégie reposant sur trois piliers. Les sociaux-démocrates devraient:

- présenter une nouvelle vision de l'avenir;
- réfléchir à la manière de contrecarrer le monopole actuel des populistes sur la définition de l'« équité » dans le débat politique et promouvoir une société plus inclusive;
- la politique de l'émotion est très importante, elle ne porte pas sur des faits, mais repose sur l'image que l'on incarne et la vision que l'on expose.



“ Quelques instantanés du débat

« Nous devons rallier les cœurs des citoyens, pas seulement leurs esprits, nous devons nous battre pour eux tout en restant optimistes. »

« Nos valeurs restent attrayantes. Ce sont des valeurs fondamentales qui ont fait leurs preuves tout au long de l'histoire de ces dernières 130 années, mais nous ne les défendons pas assez. »

« Pour les conservateurs, la solution aux spéculations incontrôlées, c'est davantage de discipline fiscale, point barre. Pour nous, il faut de la discipline fiscale, certes, mais aussi de la coopération pour la croissance et la solidarité européenne. »

« De nouvelles formes de communication voient le jour. Il s'agit ici d'une chance à saisir pour faire de la politique autrement. Les partis politiques devraient trouver de nouvelles manières de participer aux débats dans ces communautés virtuelles. Il s'agit d'un nouvel horizon pour les actions politiques. »

”

L'UE ET LA SOCIAL-DÉMOCRATIE

Barcelona, 20 juin 2011

La table ronde « L'UE et la social-démocratie », s'est orientée sur une question primordiale: comment lutter contre la montée de l'euroscpticisme et convaincre les dirigeants politiques nationaux qu'il est essentiel de s'appuyer sur une Europe forte pour relever les nombreux défis auxquels nous sommes aujourd'hui confrontés. Les animateurs, Hannes Swoboda, vice-président du groupe S&D, Roger Liddle, président du groupe de réflexion Policy Network, Daniel Innerarity, professeur de philosophie à l'université de Saragosse et Anne Muxel, directrice de Recherche au CEVIPOF à Paris ainsi que les participants ont convenu qu'il est nécessaire de nous montrer beaucoup plus actifs pour persuader les gens qu'il faut une Europe plus forte et non le contraire.

L'Union européenne constitue l'une des plus importantes innovations politiques de l'histoire récente et pourrait être considérée comme un projet pilote pour le nouveau type de politiques dont nous avons besoin dans l'environnement mondialisé et interdépendant d'aujourd'hui. Cependant les sociaux-démocrates doivent être plus actifs dans leur lutte contre la montée du nationalisme et de l'euroscpticisme. Ils doivent expliquer quel est le but de l'Union européenne, défendre l'Europe et les politiques européennes communes et travailler à convaincre l'opinion publique (et de nombreux hommes politiques nationaux) que l'Europe est une partie de la solution aux nombreux défis auxquels nous sommes confrontés, et non pas du problème. Nous avons besoin d'une Europe plus forte et non le contraire. On fait grand cas des sondages d'opinion qui soulignent une méfiance grandissante envers l'UE mais, en réalité, cela ne constitue pas simplement un problème pour l'Europe. Cela reflète un déclin général de la confiance envers les politiques et plus largement envers les politiciens, des niveaux très similaires de méfiance étant enregistrés vis-à-vis des gouvernements, parlements et partis nationaux. Cependant cette perte de confiance envers les politiques revêt une importance particulière pour la gauche, parce que nous voulons changer la société au moyen de la politique. Ce phénomène est également notamment marqué chez les jeunes qui votent uniquement s'ils estiment que l'enjeu est important, et ne sont absolument pas intéressés par les élections européennes parce qu'ils ne voient pas en elles un moyen d'influer sur les politiques européennes. Les sociaux-démocrates doivent arriver à parler à ces jeunes générations.

Les conséquences de la crise mondiale alimentent cette méfiance croissante. Les sociaux-démocrates sont perçus comme n'apportant pas de réponse convaincante à la crise et ne réussissant pas à proposer d'autre solution que l'argument de la droite selon lequel la seule possibilité face à nos difficultés actuelles consiste à réduire les budgets des États. Le problème principal des sociaux-démocrates est de savoir comment sauver l'État providence et les institutions associées en période d'assainissement budgétaire. Nous devons adopter une position ferme et nette à ce sujet. Nous devons également admettre les erreurs commises par le passé et en appeler au cœur des personnes ainsi qu'à leur esprit, ce que nous n'avons pas vraiment fait jusqu'à présent. Les gens ne sont pas opposés à la politique en tant que telle, mais ils veulent un autre type de politique et le défi que nous devons relever consiste à agir différemment. Nous ne pouvons pas continuer à répéter ce que nous avons dit il y a dix ou vingt ans en conservant les « bonnes vieilles habitudes ». Elles n'ont plus cours. La social-démocratie est vraiment attaquée et nous devons réagir. Nous devons oser proposer notre propre modèle économique et social au lieu de nous contenter d'adopter le programme de la droite. Nous ne pouvons pas éviter la mondialisation mais nous pouvons montrer à nos citoyens que nous sommes décidés à les protéger contre les inégalités et



l'injustice régnant dans nos sociétés. Nous devons aussi expliquer que les solutions ne peuvent pas être recherchées dans nos États-nations et que l'UE est notre réponse à la mondialisation. Dans toute l'Europe, les citoyens veulent en priorité la sécurité et nous pouvons leur offrir une plus grande sécurité.

Existe-t-il une social-démocratie européenne? Oui, mais trop d'hommes politiques cherchent encore les solutions à nos problèmes au sein des États-nations et l'UE est utilisée par tous comme un bouc émissaire en cas de difficultés. Prenons comme exemple la crise actuelle de la zone euro: l'Union est rendue responsable par les autres États membres de la mauvaise situation de la Grèce, et par les Grecs des mesures d'austérité très strictes imposées au pays afin de gérer cette situation. Les dirigeants politiques nationaux doivent assumer leurs responsabilités et faire comprendre aux gens que le sauvetage de l'euro n'est pas une simple question de solidarité mais également d'intérêt personnel éclairé. L'Europe connaît une crise de la représentation politique. Si l'on cherche une vision précise de l'avenir à long terme, on trouve le vide; les sociaux-démocrates doivent combler ce vide en élaborant des propositions porteuses d'espoir futur pour les jeunes et en les encourageant à accepter une destinée sociale et politique commune et à y adhérer.



MONDIALISATION, GOUVERNANCE ET CHANGEMENT PERMANENT

L'ALTERNATIVE SOCIALE-DÉMOCRATE DANS LE CONTEXTE DE LA MONDIALISATION ET DU CHANGEMENT PERMANENT

Parlement européen, Bruxelles, le 8 décembre 2010

Présentations principales

Miguel Angel Moratinos, député

Ministre des affaires étrangères, Espagne (2004-2010)

Le mouvement social-démocrate est confronté à un paradoxe: alors que nous traversons une période caractérisée par un besoin urgent de justice sociale, dans la foulée de la crise financière et économique, les électeurs ne nous soutiennent pas dans les mêmes proportions comme avant. Nous avons besoin de mettre en place un nouveau type de mouvement social allant au-delà des structures traditionnelles de parti. Avant tout, les sociaux-démocrates ont besoin de remporter des élections – nous ne pouvons pas faire grand-chose si nous avons seulement trois ou quatre dirigeants autour de la table du Conseil européen. Nous avons réellement des réponses à apporter aux défis auxquels nous sommes confrontés, mais nous avons eu tendance à être sur la défensive pour réagir aux allégations des néolibéraux, selon lesquelles nous sommes les responsables de la crise. Nous n'avons pas encore vraiment trouvé de réponse convaincante à apporter à cette confusion, cette incertitude et cette perte de confiance. Nous devons proposer une vision positive de l'avenir à laquelle les citoyens peuvent croire. Nous ne devons pas essayer de copier le discours néolibéral ou virer à gauche, mais nous devons fournir nos propres réponses. Par exemple, pourquoi diminuons-nous toujours les budgets dans les domaines qui font plaisir aux marchés, mais qui entraînent des problèmes pour nos citoyens? Il est ironique qu'au Royaume-Uni le Premier ministre conservateur ait réduit le budget de la défense, ce qu'aucun dirigeant social-démocrate n'a jamais osé faire, même si la réduction des dépenses de défense a toujours fait partie de notre programme politique. L'État ne dispose pas de beaucoup d'instruments pour contrôler ce que font les marchés et nous vivons aujourd'hui dans une société plus individualiste et fragmentée, nous avons par conséquent besoin d'une nouvelle vision pour le 21^e siècle, un nouveau modèle de citoyenneté.

Martin Schulz, député européen

Président du groupe S&D

Traditionnellement, le socialisme était un mouvement international, mais la social-démocratie court le risque de devenir de plus en plus nationale, alors que les autres partis sont maintenant plus internationaux. Des solutions européennes sont inévitables et absolument nécessaires. Nous devons avoir le courage d'être le premier parti qui dira « nous ne pouvons pas faire cela au niveau national, nous avons besoin de solutions européennes et mondiales ». À moyen terme, nous pouvons remporter des élections sur la base de cette approche. Pendant 50 à 60 ans, l'Europe n'a pas seulement été une promesse de paix, mais également une promesse de justice sociale: elle a créé davantage d'emplois, de moyens et de richesses pour les citoyens, et c'est pourquoi les citoyens lui faisaient confiance. Nous sommes tous responsables du fait que les citoyens ne font plus confiance aux institutions, qu'ils ne croient plus que les décideurs politiques soient en mesure de leur assurer un avenir. Ils ont raison: aucun d'en-

tre nous ne peut faire cela tout seul. Nous, décideurs politiques, disons que l'Europe doit apporter plus de croissance, mais les citoyens constatent qu'elle rapporte moins d'emplois; nous disons qu'elle apporte plus de richesse, mais eux observent aussi que, dans certains cas, l'Europe mine la prospérité. Il existe un fossé entre les promesses européennes et la réalité, et ceci est une conséquence de notre focalisation sur l'État nation.



Joaquín Almunia

Vice-président de la Commission européenne chargé de la concurrence

Les sociaux-démocrates peuvent et doivent présenter une alternative à l'idée répandue que les marchés dirigent la société. La croissance économique a fourni une meilleure qualité de vie, notamment par le biais de l'État providence. Elle a levé des obstacles, offert davantage d'opportunités aux citoyens et rendu ceux-ci plus autonomes. Résultat: ils sont plus individualistes et exigent davantage d'opportunités. Entretemps, le vieillissement de la société entraîne un accroissement de la demande de main-d'œuvre provenant du reste du monde, mais l'immigration accrue entraîne des tensions sociales et l'émergence de certaines voix populistes. De nouvelles formes de communication voient le jour. Tout cela devra être au cœur de notre modèle politique. Les sociaux-démocrates ont besoin de concevoir une vision de l'avenir susceptible d'attirer à nouveau un soutien important; alors que traditionnellement nous nous sommes concentrés sur les plus faibles de la société, nous devons maintenant également nous intéresser à toutes ces personnes qui dépendent de leurs propres efforts pour mener une vie digne. Si nous souhaitons à nouveau représenter la majorité de la société, nous devons cibler les préoccupations et les aspirations de l'ensemble de la population. Nous sommes le seul parti qui peut atteindre les pauvres, mais nous devons également atteindre tous les autres. Les sociaux-démocrates doivent également affirmer clairement que sans l'Europe, les États membres ne seront pas en mesure de réussir à relever les défis que nous réserve l'avenir. Sans l'Europe, nous n'atteindrons pas nos objectifs.





“ Quelques instantanés du débat

« La solution, c'est "d'être Européen". Nous pouvons maîtriser la crise si nous agissons au niveau européen, plutôt qu'au niveau national. Nous ne disposons plus des outils au niveau national pour résoudre les problèmes auxquels nous nous heurtons. »

« Nous avons besoin d'une société ouverte, nous avons besoin de défendre nos valeurs, nous avons besoin de davantage d'Europe. »

« Nous ne voulons pas nécessairement que les présidents des hedge funds votent pour nous, mais nous ne devons pas ériger des barrières entre la majorité et nous. »

« Si nous abandonnons la lutte, si nous acceptons que les marchés sont tout puissants et décidons de ne plus jouer de rôle en matière de réglementation de la main invisible du marché, alors nous pouvons tout aussi bien jeter l'éponge. »

”

TABLE RONDE SUR LA GOUVERNANCE ET LA MONDIALISATION

Barcelona, 20 June 2011

La table ronde sur le thème « Gouvernance et mondialisation » s'est fondée sur les discussions qui se sont tenues à Bruxelles en décembre 2010, au cours de la table ronde précédente, intitulée « Le choix social-démocrate dans le contexte de la mondialisation et du changement permanent ». Les animateurs, Zoran Milanovic, chef du parti social-démocrate croate, Stephen Hughes, vice président du groupe S&D et Maria João Rodrigues, présidente du réseau des sociétés progressistes du PSE, ainsi que les participants, étaient d'avis que le centre-gauche dispose aujourd'hui d'une formidable occasion de prendre l'initiative sur cette question.

Le paysage mondial s'est complètement transformé et la gouvernance mondiale représente aujourd'hui une question bien plus importante qu'il y a seulement dix ans. Nombre d'enjeux les plus urgents pour l'Europe ne peuvent être traités efficacement que par une action au niveau mondial et régional/national, et nous avons besoin d'un nouveau modèle de développement pour gagner ces enjeux. L'Europe peut et doit jouer un rôle dans l'élaboration de ce modèle, mais il faudra qu'elle se montre rapide et adroite pour y parvenir.

Les institutions multilatérales existantes et le G20 sont nécessaires, dans la mesure où le G20 reflète plus précisément les réalités du 21^e siècle et constitue un processus prometteur, utilisable pour susciter des réformes indispensables dans les organismes multilatéraux. Il sera essentiel de renforcer les institutions de gouvernance mondiale pour traiter du problème caractérisant les politiques du 21^e siècle: la relation entre les marchés et les gouvernements. Nous sommes à un moment critique de l'élaboration de la gouvernance européenne et mondiale: bien que l'Europe soit confrontée à de nombreux problèmes, elle demeure le continent où il est possible de faire une synthèse du développement économique, social et environnemental, mais cette synthèse est aujourd'hui en danger.

Les gens se méfient des sociaux-démocrates parce qu'ils estiment que nous avons accepté la mondialisation comme un phénomène irréversible sans avoir essayé de la modérer ou de la contrôler. Si nous voulons être crédibles vis-à-vis de l'électorat à l'avenir, nous devons reconnaître les erreurs commises lorsque nous étions au pouvoir et proposer un message cohérent et convaincant. Nous devons le faire maintenant, pendant que nous sommes dans l'opposition, afin que les électeurs sachent ce que nous leur offrirons quand le moment viendra.

La gauche dispose maintenant d'une occasion en or de réagir. Il faut aujourd'hui faire preuve d'une grande imagination afin de concevoir une nouvelle forme de gouvernance mondiale, et les gens de gauche possèdent cette imagination. Les sociaux-démocrates peuvent et doivent montrer aux électeurs que nous avons le choix, que la mondialisation peut devenir socialement responsable sans en arriver à suivre la voie du protectionnisme et de l'anti-internationalisme.

Les sociaux-démocrates doivent favoriser l'internationalisation du mouvement et aller beaucoup plus loin qu'aujourd'hui. Les partis nationaux se concentrent encore sur l'État-nation comme solution mais cela ne fonctionnera pas. Nous devons promouvoir nos valeurs essentielles, la liberté, l'égalité, la justice sociale et le développement durable, dans un cadre international et nous efforcer d'améliorer la qualité de la vie pour tous à travers ces institutions.

Nos dirigeants nationaux ne s'intéressent pas tellement à ce qui se passe au niveau européen, pourtant, dans un environnement mondialisé, il est impossible de résoudre des problèmes mondiaux au niveau national. Nous avons besoin de solutions européennes, nous avons besoin de renforcer l'Europe afin d'être capables de relever valablement les défis auxquels nous sommes confrontés. Nous devons construire une Europe plus solide parce qu'il s'agit d'un outil politique crucial pour atteindre nos objectifs à long terme. Si la gauche ne devient pas européenne, elle pourrait cesser d'exister.

La principale demande des citoyens par rapport à la mondialisation concerne la sécurité: en premier lieu, la sécurité économique, mais aussi en matière de terrorisme, de criminalité et d'environnement. L'opinion publique souhaite également s'assurer que les banquiers contribuent à réparer les dommages infligés au système financier. Cependant, le message social-démocrate n'est pas clair sur ces questions, à la fois à cause d'erreurs de communication et d'un manque d'unité entre nos partis et gouvernements.

Les sociaux-démocrates doivent mettre au point un message plus clair visant à faire comprendre aux électeurs ce que nous défendons. Au cours des vingt dernières années, nous avons en grande partie adhéré à l'idéologie dominante en faveur du marché et nous avons ainsi perdu partiellement la netteté de notre identité. Le mouvement a consacré beaucoup de temps à développer une autre stratégie économique, mais il semble parfois que les documents qui résultent de ces processus restent parmi les secrets les mieux gardés au monde! Nous devons rester fidèles à nos valeurs essentielles et les protéger, mais nous devons également préparer une réponse pragmatique et concrète. Nous avons besoin d'une vision à long terme, associée à des actions ambitieuses à court terme. Aujourd'hui notre mission doit être de travailler avec les citoyens afin de garantir qu'ils reprennent le contrôle de leurs vies dans le nouveau monde au sein duquel nous vivons, afin qu'ensemble nous puissions créer une société plus juste, plus verte, et plus démocratique.

JEUNESSE ET POLITIQUE

LES JEUNES ET LA POLITIQUE: VERS UN NOUVEAU MODÈLE DE CITOYENNETÉ ?

Parlement européen, Bruxelles, le 12 mai 2010

Présentations principales

Anne Muxel

Directrice de recherche CNRS au Centre de recherches politiques de Science Po (Paris)

Il existe une perception commune selon laquelle la baisse de la participation électorale des jeunes résulterait de l'apathie des nouvelles générations. Toutefois, si la participation des jeunes est significativement inférieure à la moyenne – généralement d'environ 10% – cela n'implique pas leur désintérêt pour la politique.

En effet, plus de trois-quarts des jeunes pensent qu'il est important de voter et deux tiers estiment qu'il s'agit de la forme d'action politique la plus efficace ; ils demandent, toutefois, une combinaison de démocratie représentative et de démocratie participative (par exemple sous forme de forums de discussion ainsi que d'actions, de manifestations et de protestations via internet). La panoplie des moyens d'expression politique s'élargit et les jeunes utilisent mieux cette nouvelle diversité, en particulier dans la défense de valeurs comme l'égalité, les droits de l'homme, le pacifisme et l'antiracisme.

Dans ces conditions, on peut se demander si la chute de la participation signale une baisse de l'esprit civique et un déficit démocratique ou si elle pointe plutôt l'émergence d'un nouveau modèle de citoyenneté.

En effet, les jeunes s'abstiennent de voter pour de multiples raisons. Certaines sont structurelles : ils sont à un moment très dynamique de leur vie, concentrés sur la recherche d'un emploi (très prégnante en période de crise économique) et sur le début de leur vie d'adulte ; leur non inscription sur les listes électorales, dans les pays où celle-ci est un passage obligé, peut parfois s'expliquer par des raisons pratiques.



Toutefois, il y a également d'autres raisons : manque de confiance dans la politique, érosion des allégeances qui implique l'attente de la dernière minute pour faire son choix (si déjà on va voter). A quoi il faut ajouter que les habitudes électorales, constituées très tôt, sont beaucoup moins enracinées chez les jeunes d'aujourd'hui que chez leurs aînés.

L'indifférence et le retrait croissants manifestés ainsi envers le système politique pourraient entraîner une véritable crise de la démocratie représentative et saper la légitimité du système.

Il est vital de restaurer la crédibilité de la politique et la confiance en celle-ci comme condition préalable à la résolution de cette problématique. Dans cette optique, il est indispensable de mettre l'accent sur des « sujets séduisants », importants aux yeux des jeunes. En effet, ceux-ci se déplaceront pour voter s'ils estiment que leur voix aura un véritable impact sur les sujets qui leur tiennent à cœur. Il faut aussi améliorer l'enseignement de la démocratie et de la politique pour que les jeunes s'imprègnent aussi tôt que

possible du sens de la politique ; il faut s'interroger sur l'abaissement de la majorité électorale, déjà réalisé par certains pays. Par-dessus tout et à présent plus que jamais, il y a un besoin absolu de « forger un projet social auquel les jeunes puissent adhérer. » Les socialistes et sociaux-démocrates ont toutes les raisons du monde d'investir dans ces matières. Bien que les jeunes soient généralement moins à gauche qu'il y a une vingtaine d'années, ils resteront toujours plus à gauche que la population dans son ensemble.

Janelle Ward

Professeur adjoint, Département Medias et Communication, Université Erasmus – Rotterdam

Les nouveaux médias sont des outils importants pour promouvoir la participation politique des jeunes et de la population en général. Cependant, être présent sur les sites sociaux du web, comme Facebook ou Twitter, ne donne pas une garantie d'interaction accrue avec les jeunes qui demeurent encore assez cyniques quant au contenu de ces sites. Personne ne croit que les hommes politiques importants écrivent leurs pages Facebook eux-mêmes, ce qui amène les jeunes à poser la question suivante: « Pourquoi discuter avec des nègres? »

Il est une chose pire que d'être inactif sur le web : y créer une présence et ensuite la laisser stagner. Les sites sociaux du web requièrent un engagement, individuel ou collectif, pour assurer une présence active.



“ Quelques instantanés du débat

« Dans les années 1950, 1960 et 1970, le socialisme mondial était un mouvement émotionnel qui captivait les jeunes. Nous avons les mêmes idéaux aujourd'hui, alors pourquoi les jeunes ne viennent-ils pas à nous ? »

« Nous sommes devenus trop technocratiques. Les jeunes nous considèrent comme des politiciens professionnels. Nous devons nous permettre d'exprimer nos émotions et d'être plus passionnés. »

« L'important, ce n'est pas ce qu'il faudrait faire pour attirer les jeunes – l'important, c'est d'apporter des réponses aux problèmes qui se posent. Si les jeunes pensent que nous avons pour but principal notre survie politique, ils ne nous donneront même pas ça. »

« Ce sont les jeunes qui sont capables de descendre dans la rue et de se battre pour leurs idéaux. A l'heure actuelle, il semble que nous n'ayons pas le message qui puisse vraiment les inciter à se lever et combattre. »

« Les jeunes travaillent dans des ONG, dans des organisations internationales, dans le bénévolat, avec des enfants handicapés. Cela montre qu'ils veulent s'engager – ils veulent changer les choses. »

« Les médias sociaux ouvrent d'immenses horizons. Ils sont très populaires mais ne peuvent pas remplacer les relations sociales traditionnelles. Si nous ne réussissons pas à convaincre les gens à travers des contacts personnels, comment espérer le faire par l'intermédiaire d'un média social ? »

”

SESSION PLÉNIÈRE I
CONFÉRENCE DE BARCELONE

ÉLABORATION D'UN PROGRAMME POUR UNE UNION EUROPÉENNE RÉFORMÉE

Débat en session plénière, Barcelone, 20 juin

Le débat de la session plénière d'ouverture de la conférence de Barcelone avait pour principal objectif d'identifier les éléments essentiels d'un programme social-démocrate pour une Union européenne réformée. Les intervenants et les participants ont abordé les questions qui devraient se trouver au cœur de la campagne du centre-gauche afin qu'il atteigne ses objectifs et retrouve le soutien de l'opinion publique.

Ramón Jáuregui

Ministre de la présidence du gouvernement espagnol

Nous devons nous assurer qu'à l'avenir la politique gouvernera l'économie et les marchés, et non l'inverse. C'est ce que l'opinion publique veut et attend de nous.

Nous devons également repenser le rôle des companies par rapport à la société. C'est pourquoi la gauche doit souligner la responsabilité sociale d'entreprise. Une nouvelle société du travail apparaît et notre vieux rêve du travail décent devrait être modernisé dans le cadre de l'économie du savoir. Il est essentiel d'assurer que la compétitivité soit compatible avec la cohésion sociale et la durabilité environnementale.

La crise financière a clairement montré que la politique fiscale doit être redessinée en vue d'une meilleure harmonisation en Europe et être plus progressiste d'un point de vue social. En effet, la gestion de l'État providence et des services publics devrait aussi être revue, afin de les rendre financièrement viables. Nous devons commencer par nous préoccuper des inégalités existant dans nos sociétés : notre première priorité doit être l'égalité des chances.

Nous ne pourrions résoudre les problèmes auxquels nous sommes confrontés et atteindre nos objectifs qu'en adoptant une réponse européenne et internationaliste. Nous devons lutter contre la montée de l'euroscepticisme et la résurgence du nationalisme qui remettent en question les fondements de l'UE.



Steven Hill

Journaliste et écrivain politique, Californie, États-Unis

L'Europe doit défendre ses succès et tabler sur ses acquis. Elle doit encore jouer un rôle de chef de file afin de trouver des solutions aux problèmes que nous connaissons et élaborer des réponses aux deux principaux défis auxquels nous sommes confrontés: comment arriver à ce qu'une population mondiale croissante jouisse de conditions de vie décentes de façon durable? Sous bien des angles, en de telles périodes, les sociaux-démocrates doivent s'imposer, mais pourtant, au lieu de victoires électorales, nous ne constatons qu'un soutien relativement faible. Pourquoi? En partie parce que le message social-démocrate n'est pas assez limpide. Le centre-gauche a

besoin d'un programme cohérent et doit mettre l'accent sur l'identification des principales priorités à présenter aux électeurs lors des prochaines élections.

La sécurité représente la question cruciale auprès des électeurs indécis, en matière de sécurité économique et de l'emploi tout d'abord, mais également dans des domaines liés comme la sécurité du système social et des frontières, toutes liées à l'immigration. Il en va de même pour le destin de la zone euro. Tous ces sujets font partie du grand thème de la « sécurité ». Les sociaux-démocrates doivent prouver qu'ils comprennent les préoccupations des gens et qu'ils disposent de solutions aux questions leur tenant le plus à cœur.

Bernadette Ségol

Secrétaire générale, Confédération européenne des syndicats

Les syndicats peuvent participer à relever les nombreux défis que nous connaissons et doivent jouer un rôle important. Cependant, les États membres de l'UE nous considèrent souvent comme une partie du problème et semblent avoir l'intention de saper les fondations du mouvement syndicaliste et de détruire nos structures représentatives en Europe. Les syndicats pensent que l'Union européenne est une partie de la solution, non du problème, mais il nous apparaît parfois difficile de faire passer ce message. Les messages populistes sont bien plus faciles à transmettre et nous avons besoin de soutien pour combattre ce phénomène. Néanmoins, l'Europe ne se montre pas d'une grande aide: la législation sociale est démantelée et l'Union européenne anéantit les efforts visant à construire une Europe sociale. Si l'Europe souhaite que nous la soutenions, nous attendons en retour une preuve de sa contribution au progrès social.

La gauche doit également adopter une approche plus positive mettant en valeur les avancées, insistant sur les possibilités d'action qui nous sont offertes et véhiculant l'idée qu'ensemble nous pouvons agir sur les défis que nous rencontrons.

Matthias Machnig

Ministre des affaires économiques en Thuringe, Allemagne

Les sociaux-démocrates se trouvent dans une situation difficile, dans la mesure où ils n'ont pas tenu nombre des promesses faites. Nous disions que la croissance renforcerait la sécurité, mais la responsabilité sociale est moindre

aujourd'hui. Nous promettons que le progrès favoriserait la démocratie, mais le contraire s'est produit et les partis politiques, les gouvernements et les institutions de l'UE ne maîtrisent plus la situation. L'Union et l'État-nation perdent donc leur légitimité.

Les sociaux-démocrates rencontrent effectivement un problème de communication, mais il ne faut pas mettre la charrue avant les bœufs. Nous rencontrons aussi des problèmes de fond et de crédibilité et ce sont ceux-ci que nous devons régler en premier lieu.

Nos trois mots d'ordre doivent être progrès, justice et sécurité.

Il nous faut mettre en place une politique économique social-démocrate crédible pour les trois ou quatre années à venir, nous concentrer sur la création d'emplois décents, insister sur le fait que les marchés ne sont pas la panacée, développer les politiques industrielles et la croissance européennes et déterminer des moyens de favoriser la convergence au niveau européen. Alors seulement nous devons nous préoccuper de la meilleure façon de transmettre le message clairement et concrètement, de proposer aux électeurs un choix sans ambiguïté entre la gauche et la droite.

Enrique Barón Crespo

Ancien président du Parlement européen et du groupe PSE

La social-démocratie ne connaît pas une crise menant à sa disparition. Les électeurs reviendront vers nous lorsqu'ils se rendront compte que les politiques appliquées par les gouvernements de droite en Europe ne fonctionnent pas et conduisent à une détérioration de la situation. Nous devons néanmoins nous réformer et nous renouveler.

En tant que socialistes et sociaux-démocrates, nous n'avons pas encore pris les mesures nécessaires pour créer une autre solution européenne. Nous devons nous montrer à la hauteur de cet important défi et véhiculer un message plus clair et plus simple aux prochaines élections. Le modèle social européen est largement apprécié en dehors de l'UE et d'autres nous l'envient. Nous devons rappeler à nos électeurs les résultats obtenus, défendre les progrès accomplis et expliquer l'importance d'avancées comme la Charte des droits fondamentaux. Nous devons ouvrir le débat au sein de notre mouvement et élaborer un programme entièrement nouveau répondant aux véritables problèmes de nos concitoyens, en bref, nous devons donner un visage à la social-démocratie européenne.

Bernhard Weßels

Chargé de cours à l'université Humboldt, Berlin

De nombreuses personnes se demandent aujourd'hui si la politique peut résoudre nos problèmes. L'un des principaux défis que doit relever le mouvement social-démocrate consiste à restaurer la confiance de l'opinion publique en la politique. Ce ne sera pas tâche facile, mais la gauche est mieux placée que la droite pour y parvenir.

Les partis sociaux-démocrates ne disposent souvent pas d'un profil et d'un message clairs. Nous devons identifier des priorités précises, guider les électeurs plutôt que de leur courir après et redonner du sens aux élections. Si les gens comprennent l'enjeu, la participation augmentera.

Lorsque ces messages seront prêts, les sociaux-démocrates devront mettre l'accent sur la mobilisation de ceux qui les soutiennent: si vous êtes en contact avec des soutiens potentiels, ils sont nettement plus susceptibles de voter pour vous le jour des élections.

Kaisa Penny

Présidente d'ECOSY

Bien que les jeunes électeurs soient généralement plus de gauche que de droite, les sociaux-démocrates ne les font pas suffisamment participer aux débats politiques. Nous disposons de bons programmes et de solutions aux nombreux problèmes auxquels nous sommes confrontés mais nous en parlons souvent aux gens au lieu de leur faire sentir qu'ils peuvent influencer notre approche. En termes simples, les hommes politiques ne devraient pas parler aux jeunes ou des jeunes, mais ils devraient parler avec eux.

Les jeunes voteraient s'ils pensaient pouvoir influencer les décisions. C'est la raison pour laquelle ils s'engagent dans des mouvements dont l'objectif est unique (par exemple les droits de l'homme et l'environnement) au sein desquels ils ont le sentiment de pouvoir faire la différence, ou ils soutiennent de petits partis comme les Verts parce qu'ils pensent que leur influence sera plus forte.

Le mouvement social-démocrate comprend diverses organisations qu'il est possible de rejoindre, mais vous devez faire partie de toutes ces organisations pour peser sur le débat politique. Nous devons créer de nouvelles formes de participation pour permettre aux gens de s'impliquer et d'influer les différentes situations de la vie par des moyens qui leur conviennent.

A renewed So
to face Europ
S&D Group Conferenc



DÉBATS DES TABLES RONDES

TABLE RONDE SUR LA DÉMOCRATIE ET LA LIBERTÉ

Barcelone, 21 juin 2011

La table ronde « Démocratie et liberté » s'est orientée sur les meilleures solutions visant à contrecarrer les menaces pesant sur la démocratie et la liberté au sein de l'UE et à promouvoir la démocratie et la liberté en dehors de l'Union. Les animateurs furent Christian Levrat, président du parti socialiste suisse, Alfred Gusenbauer, président du projet Next Left de la FEPS et ancien chancelier autrichien, Catherine Trautmann MPE, chef de la délégation socialiste française au sein du groupe S&D et Jan Pronk, ancien ministre du développement et conseiller spécial des Nations unies; les participants ont convenu que la crédibilité de l'Europe est en jeu et qu'il est indispensable de renforcer l'action en faveur de la défense des valeurs fondamentales de l'UE.

Les menaces pesant actuellement sur la démocratie au sein de l'Union européenne résultent d'une perte de confiance dans la politique et les politiciens. Cela préoccupe davantage les sociaux-démocrates que la droite parce que la défense de la démocratie participative constitue un élément déterminant de notre programme politique, mais n'a jamais été un élément important du leur.

Les protestations des « indignés » en Espagne représentent une démarche sociale parallèle, une rébellion contre le monde financier et politique en général, liée à cette perte de confiance dans les gouvernements démocratiques. La dépolitisation des jeunes et leur désintérêt vis-à-vis du processus politique constituent un problème grave. Ils ont perdu tout espoir et nous devons trouver un moyen de le leur rendre. Le droit au travail est un droit fondamental. Les inégalités résultant d'un nombre insuffisant d'emplois équivalent à une restriction de la liberté qui contribue à renforcer le soutien dont bénéficient les partis populistes de droite et menace sérieusement la social-démocratie, notamment lorsque les migrants sont considérés comme responsables de l'augmentation du chômage au sein de la main d'œuvre locale, c'est-à-dire de notre électorat. Des mesures sociales et économiques fortes sont indispensables pour contrecarrer ce phénomène, mais les sociaux-démocrates n'ont pas pu mettre en œuvre les

réformes nécessaires depuis le début de la crise économique parce que nous ne sommes pas au pouvoir dans la plupart des États membres de l'UE.

La crédibilité de l'Europe est en jeu, étant donné les menaces qui pèsent sur la démocratie, les droits de l'homme et les libertés fondamentales dans certains pays de l'UE. Aujourd'hui plus que jamais au cours des vingt dernières années, une action européenne forte est indispensable pour défendre la liberté des médias et combattre les autres facteurs qui mettent la démocratie en péril et sont potentiellement contagieux. L'UE doit renforcer sa surveillance de la liberté des médias, du respect des principes démocratiques et des droits fondamentaux et disposer d'un système d'alerte garantissant une réaction rapide de l'Union en cas de menace.

Dans plusieurs pays européens, les identités nationales et les systèmes de valeurs paraissent menacés par la confrontation religieuse avec l'Islam. Depuis des années, les sociaux-démocrates n'ont pas osé parler de questions comme le multiculturalisme et l'immigration de peur de créer des divisions internes. C'était une erreur qui a ouvert la voie à un renforcement de la droite populiste et a placé les sociaux-démocrates dans une position défensive par rapport à ces questions.



Aujourd'hui, en évitant toute approche proactive sur l'Europe, autre question qui n'est pas populaire auprès des électeurs, nous risquons de commettre une erreur encore plus grave, vu que l'indispensable rééquilibrage du pouvoir au sein de l'économie sociale de marché n'est possible qu'au niveau européen.

Les sociaux-démocrates ne doivent pas laisser la question de l'Europe aux populistes de droite. Nous devons lutter pour l'Europe et nous devons lutter pour l'Europe que nous voulons réaliser, c'est-à-dire pour la « démocratisation sociale de l'Europe ». Nous devons véhiculer le message selon lequel l'Europe représente la seule issue, mais il faut que ce soit une Europe disposant d'un solide gouvernement économique, d'une légitimité politique et d'un rééquilibrage de l'économie de marché en faveur de la croissance, de l'emploi et de la justice sociale. Si nous considérons à présent la défense de la démocratie en dehors de l'UE, tous les indicateurs sont « mal orientés » (l'accentuation de la raréfaction des ressources naturelles, les effets du changement climatique, les crises alimentaires et énergétiques, le développement de la pauvreté dans le monde...) et l'Occident, y compris l'Europe, s'est trop souvent trouvé du mauvais côté dans un monde déchiré par les conflits, soit en les négligeant, soit en soutenant les mauvais partis ou dirigeants, soit en recourant à l'intervention militaire sans traiter les causes du conflit.

L'UE se montre trop fréquemment coupable d'hypocrisie: lorsqu'elle parle de durabilité, par exemple, mais ne fait pas suffisamment d'efforts pour réduire les émissions de CO₂, lorsqu'elle défend le libre-échange en récoltant les avantages des exportations agricoles subventionnées, lorsqu'elle réforme la politique énergétique en se fondant sur l'utilisation des biocarburants et augmente ainsi le prix des denrées alimentaires, lorsqu'elle donne la priorité aux intérêts économiques sur les droits de l'homme et la démocratie dans les accords de libre échange.

La crédibilité est le maître mot dans ces conditions: nous avons besoin d'une politique commune, coordonnée et intégrée pour régler tous ces problèmes. La gestion des conflits sur la base des valeurs et de la sécurité humaine constitue la seule réponse valable.

POLITIQUE ÉTRANGÈRE PROGRESSISTE

UN AGENDA PROGRESSISTE POUR LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DE L'UNION EUROPÉENNE

Bruxelles, 30 juin 2010

Présentations principales

Massimo d'Alema

Ancien premier ministre et ministre des Affaires étrangères d'Italie, président de la Fondation européenne d'études progressistes (FEPS)



Longtemps, l'UE a milité avec détermination pour une gouvernance multilatérale du monde. Aujourd'hui, paradoxalement, nous avons une administration US demandeuse de multilatéralisme et une Europe qui semble incapable de se hisser à la hauteur de l'événement et de présenter des solutions faisables aux problèmes mondiaux.

La politique étrangère de l'UE est une projection de sa capacité à jouer un rôle dirigeant dans l'élaboration d'une stratégie de sortie à la crise économique actuelle. La crise a mis au jour les trois déficits suivants: 1) un déficit de démocratie (nous manquons de gouvernance et de surveillance) ; 2) un déficit d'égalité (la mondialisation a engendré d'énormes inégalités mondiales) ; 3) un déficit d'innovation (les bas salaires des pays en développement génèrent des bénéfices

élevés sans la moindre politique d'innovation en contrepartie). L'Europe s'est avérée incapable de proposer des alternatives réelles et de se profiler clairement, avec les répercussions que cela implique sur la pertinence de sa politique étrangère.

L'image projetée par l'UE à l'étranger dépend également de l'unité affichée dans les institutions internationales. Or, la communauté internationale voit en nous une « Europe de nations qui se querellent pour des questions de prestige. »

Les deux priorités d'un agenda progressiste pour la politique étrangère de l'UE doivent être l'amélioration de ses performances dans sa « macro-région » (constituée par les Balkans, le pourtour méditerranéen, la Turquie) et le développement d'une position forte sur le conflit israélo-palestinien. Celui-ci, en effet, constitue un sujet vital sur lequel la position de l'Union est aussi inaudible qu'incertaine. Par ailleurs, l'UE doit poursuivre l'approfondissement de ses relations avec l'Est en général et la Russie en particulier et elle a le devoir moral d'établir une présence constructive en Afrique. Par-dessus tout, nous avons besoin d'une vision claire de l'Europe que nous voulons.

Jan Pronk

Ancien ministre néerlandais au Développement et à la Coopération, ancien Représentant spécial de l'ONU au Soudan, professeur à l'Institut international d'études sociales de La Haye

La dernière décennie a vu s'opérer un bouleversement de l'ordre mondial. Avec la mondialisation disparaît la distinction entre politique étrangère traditionnelle et politiques économiques, commerciales et climatiques internationales, ainsi que la distinction entre la politique étrangère de l'UE et les politiques internationales des États membres individuels. Toutefois, le monde extérieur ne considère plus l'UE comme pertinente, il la perçoit comme divisée et lente à l'action.

L'accroissement de la pauvreté et du chômage, le défi climatique, nous promettent un avenir conflictuel. Dans ce contexte, la gestion des conflits devrait être le principal objectif de la politique étrangère de l'UE. Cette gestion des conflits devrait viser la protection des droits de l'homme, l'accroissement de la sécurité et la mise en place de politiques de réduction des inégalités, d'éradication de la pauvreté et de promotion de la durabilité environnementale. La protection des droits de l'homme, en particulier, exige de négocier des solutions aux conflits dès leur origine, car les violations ont tendance à s'aggraver à mesure que les conflits se prolongent.

La politique étrangère de l'UE devrait se poser quatre objectifs : atteinte des buts définis dans le passé (y compris les objectifs du Millénaire pour le développement et les objectifs de Kyoto) ; résolution du conflit israélo-palestinien ; participation à des opérations internationales de maintien de la paix dans le cadre des Nations Unies, en fonction de l'approche DDD – diplomatie, développement et défense ; résolution des conflits internes et renforcement de la position commune de l'UE dans de nombreux domaines.

L'inégalité et la pauvreté dans le monde résultent en partie de nos politiques. Si l'égalité est irréalisable, nous pouvons militer pour la réduction des inégalités – voilà ce que doit être le but final de notre politique étrangère.





“ Quelques instantanés du débat

« Oui, le déclin du rôle de l'Europe dans le monde est imputable à la droite, mais où sont passées les forces progressistes ? Nous n'avons pas réussi à nous positionner en fonction d'une politique alternative claire et déterminée. »

« L'Europe devrait être à la pointe de la relance en matière de changement climatique, de commerce, d'amélioration des normes et de réforme du système financier, mais ce n'est pas le cas. Notre famille doit pousser l'Europe à prendre ses responsabilités. »

« Avant de faire la leçon au reste du monde, nous devons trouver au sein de l'UE des alliés pour dépasser les intérêts nationaux. »

« La réduction des inégalités est un élément essentiel de la politique étrangère parce qu'elle peut contribuer à la réduction de la potentialité des conflits, ce qui constitue un objectif majeur de toute politique étrangère. »

« C'est une erreur de croire qu'on peut contourner le conflit israélo-palestinien. En fait, il constitue le nœud central, mais la position de l'Europe manque de clarté et de détermination. »

« Il est important de définir les intérêts collectifs de l'UE en tant qu'entité politique et non seulement en tant que marché libre. »

”

MIGRATION, INTÉGRATION, IDENTITÉ ET TOLÉRANCE

MIGRATIONS, INTÉGRATION ET IDENTITÉ

Parlement européen, Bruxelles, le 4 mai 2011

Présentations principales

Anna Terrón I Cusí

Secrétaire d'État à l'immigration et à l'émigration, Espagne

Les sociaux-démocrates doivent s'assurer que le débat sur l'immigration est fondé sur des faits, sur la réalité de la situation plutôt que sur des mythes. Le public a tendance à percevoir les migrants comme étant pauvres et « différents », même si ce n'est pas exact. Les partis de droite prétendent que nous sommes moins bons qu'eux lorsqu'il s'agit de gérer les migrations, ce qui n'est pas vrai non plus. Nous devrions parler de « sociétés intégrées » au lieu de « personnes à intégrer », lorsqu'il s'agit de créer une société intégrée constituée de citoyens d'origines différentes qui partagent un ensemble minimal de valeurs communes. Nous devons nous concentrer sur les droits individuels et fonder notre approche sur l'égalité de traitement. L'idée fondamentale de la social-démocratie est la cohésion sociale. Nous devons examiner la réalité de chaque individu en ce qui concerne ses droits, garantir leur respect et traiter tout le monde de la même manière devant la loi. Sans cela, la cohésion sociale ne peut être réalisée. Comme tous les phénomènes humains, les migrations sont un phénomène complexe qui comprend des aspects positifs et négatifs. Nous devons reconnaître la contribution positive des migrations dans nos sociétés, mais également les problèmes. Et nous devons résoudre ces problèmes, gérer les politiques migratoires de manière efficace. La seule manière de contrecarrer les nationalistes et les populistes,



qui sont des champions lorsqu'il s'agit d'exclure les autres et de rejeter la faute sur eux, c'est de se concentrer sur la vraie situation et de ne pas s'enflammer. Nous ne pouvons pas nous faire l'écho des slogans de la droite. Aujourd'hui, plus que jamais, nous devons aborder cette question dans un cadre européen. Nous ne pouvons pas gérer les mouvements des personnes au 21^e siècle sans développer un modèle de gouvernance internationale pour les migrations.

António Vitorino

Ancien commissaire chargé de la justice et des affaires intérieures

La manière dont le public perçoit l'immigration est un élément important d'un problème plus vaste: les citoyens ont de sérieux doutes sur la durabilité du modèle social européen et ont tendance à percevoir les migrations comme un fardeau pour notre État providence plutôt qu'un atout. Les gouvernements socialistes n'ont pas réussi à souligner les contributions positives que les migrants apportent à l'économie, de crainte de perdre leur crédibilité sur les questions de sécurité. Certains ont ressenti le besoin de prouver qu'ils étaient aussi durs que la droite sur les questions sécuritaires et les ont imités. C'était une erreur. Nous n'avons pas à choisir entre les deux: nous pouvons être très fermes en insistant sur le besoin de lutter contre les migrations illégales afin de protéger les migrations légales. Le populisme n'est pas quelque chose de nouveau, mais certains grands partis de centre-droit sont en train d'abandonner leurs valeurs, de peur de ne pouvoir maintenir leur soutien qu'en copiant les populistes. Cela constitue une menace sérieuse à la durabilité de l'ensemble de notre modèle politique. L'intégration est un compromis entre la tolérance et l'intolérance. Nous ne pouvons pas tolérer les migrants sans remettre en question nos valeurs clés. Par exemple, nous ne pouvons pas accepter d'exception à la notion d'égalité entre les hommes et les femmes au nom de « particularités culturelles ». Les pénuries de compétences et de main d'œuvre en Europe signifient qu'à l'avenir, il y aura de la concurrence pour attirer les compétences, non pour rejeter des personnes. Avons-nous assez de courage pour défendre cet argument? Je pense que nous devrions être courageux, des valeurs très importantes sont en jeu. Parfois nous donnons l'impression que nous sommes voués à perdre sur cette question et que nous ne pouvons pas prendre les risques qui nous donneraient une chance de sortir gagnants. Le temps est venu de montrer notre détermination à défendre notre position sur l'immigration.



“ Quelques instantanés du débat

« Au lieu de voir l'immigration comme une menace à la sécurité, comme le font beaucoup de gens à droite, nous devons souligner le fait qu'elle est essentielle pour soutenir le modèle européen. »

« Il est impossible de gérer cette question au niveau national. Nous devons en faire une question européenne. Nous disposons maintenant des outils grâce au traité de Lisbonne. Nous devons commencer à les utiliser. »

« Si une personne s'intègre, elle devient plus apte, plus autonome, plus prospère, capable de vivre plus décemment. Voilà les questions sur lesquelles nous devons nous concentrer. »

« La lutte contre toutes formes de discrimination doit être notre lutte: cela devrait être l'élément qui nous différencie de la droite. »

”



Emir Kir

Ministre de la région de Bruxelles capitale, responsable de la mobilité, du service civil, de l'égalité des chances et de la simplification administrative

Nous devrions éviter d'employer ensemble les mots « migrations, intégration et identité » dans nos discours publics. C'est l'approche de la droite, une manière de stigmatiser les étrangers sur le territoire. Il est très dangereux de définir l'identité en fonction de la culture d'origine, de la philosophie, de la croyance religieuse ou du lieu de naissance. Nous devons également être très



prudents quand nous parlons d'intégration: devrions-nous dire que les personnes qui travaillent, qui paient des impôts et qui vivent dans nos quartiers ont besoin d'être intégrés simplement parce qu'elles ont une couleur de peau différentes ou une autre religion? Ce que nous devrions vraiment faire, c'est nous concentrer sur l'intégration sociale: accès à l'éducation, aide aux enfants, compétences et emplois. Nous devons promouvoir l'égalité des chances. De nombreuses personnes souffrent encore de discrimination en raison de leur couleur de peau. La lutte contre la discrimination et la promotion de la diversité doivent constituer des priorités. Revenons-en à l'essentiel. Le grand combat du mouvement socialiste doit être l'égalité. Notre priorité doit être de garantir l'égalité entre tous les travailleurs. Cela ne devrait pas être un débat entre ressortissants nationaux et étrangers. Au lieu de voir les étrangers comme un problème, nous devrions mettre en avant les aspects positifs de leur présence sur notre territoire: ils nous enrichissent et sont cruciaux pour notre réussite économique.

TABLE RONDE SUR L'IDENTITÉ ET LA TOLÉRANCE

Barcelone, 21 juin 2011

La table ronde « Identité et tolérance » a principalement traité de la meilleure façon de gérer les migrations et de promouvoir l'intégration en combattant le populisme et la xénophobie. Les animateurs, Gema Martin Muñoz, directrice de la « Casa Arabe », Henning Meyer, rédacteur en chef de Social Europe, Anna Terrón I Cusi, secrétaire d'état chargée de l'immigration et de l'émigration, Espagne, et Juan Fernando López Aguilar MPE, chef de la délégation du PSOE au sein du groupe S&D ainsi que les participants ont souligné la nécessité d'éviter l'emploi d'une terminologie trompeuse et ont convenu que les sociaux-démocrates doivent établir un programme crédible en matière de droits civils internationaux afin de contrer le populisme de droite.

Les sociaux-démocrates doivent conduire la lutte contre la montée de la xénophobie qui alimente un populisme raciste visant des groupes spécifiques, souvent uniquement à cause de ce qu'ils sont et non de ce qu'ils sont censés avoir fait.

La révolution arabe a fait apparaître un étrange système de deux poids, deux mesures: alors que la région se prépare à des changements démocratiques majeurs, l'Europe revient en arrière à cause d'un renforcement du racisme et d'un comportement de type schizophrénique en soutenant la révolution démocratique arabe tout en faisant subir des discriminations aux migrants venant de ces mêmes pays et en les exposant à l'islamophobie.

Lorsqu'ils abordent cette question, les hommes politiques doivent s'appliquer à utiliser la terminologie correcte: parler de « tolérance » laisse entendre une concession spéciale de la part de



l'Europe, alors qu'il faudrait plutôt mettre l'accent sur la dignité, le respect mutuel, les droits de l'homme, la citoyenneté et l'égalité devant la loi qui doit être un principe universel.

L'Europe doit également établir une nouvelle relation avec les communautés de migrants et les communautés minoritaires. La xénophobie alimente le populisme raciste et une montée de l'extrême droite, les préjugés envers un groupe étant susceptibles d'alimenter les préjugés envers d'autres, et les préjugés contre les migrants ont peu de points communs avec la réalité. Ils sont élevés même dans les pays où les migrants sont relativement peu nombreux, comme en Pologne et en Finlande.

La xénophobie est exacerbée lorsque les êtres humains se sentent menacés et ont un sentiment d'insécurité personnelle. Les sociaux-démocrates doivent se préoccuper de ce sentiment d'insécurité et de cette anxiété et rompre le lien entre ces facteurs, et l'intolérance et les préjugés envers les autres. Nous devons prendre en



considération les préoccupations de ceux qui ont l'impression d'être laissés pour compte plutôt que les rejeter ou les ignorer, de même que les préoccupations des migrants. La gauche doit se trouver à l'avant-garde du combat contre la stigmatisation des minorités et leur désignation comme boucs émissaires, ce que l'on appelle le « populisme » de droite, un phénomène anti-européen. Les sociaux-démocrates doivent de toute urgence revenir à une vision de la construction européenne à l'ère de la mondialisation nous permettant de gérer la complexité plutôt que nous en écarter et en n'encourageant pas les préjugés envers ceux qui sont « différents ». Il n'existe pas de raccourci vers l'intégration: dans les sociétés, les majorités ignorent et marginalisent souvent les minorités jusqu'à ce qu'une minorité prenne une importance telle qu'elle ne puisse plus être ignorée par toute démocratie digne de ce nom. Cette minorité acquiert alors un rôle important et le processus d'intégration commence.

Les sociaux-démocrates européens doivent penser à l'expérience américaine des années 1960 en matière de promotion des droits des minorités, et devenir le parti des « droits civils ». L'Europe est prête pour un programme d'intégration crédible et la promotion des droits des minorités ne représente pas uniquement ce qu'il faut faire pour des raisons humanitaires. Il s'agit également d'une action politique stratégique et intelligente pour les sociaux-démocrates, qui renforcera le soutien à long terme dont bénéficiera le centre-gauche au sein des groupes minoritaires.

La droite agit souvent exactement à l'opposé de ses déclarations en ce qui concerne la politique d'immigration. A un moment donné, par exemple, l'Espagne a connu une forte immigration suivie d'effets sur le marché du travail, que la droite a acceptée; mais elle a ensuite rendu les migrants responsables des conséquences plus étendues sur la société.

La question des migrations ne trouve pas uniquement son origine au-delà des frontières de l'Europe, comme le montre, par exemple, le débat qui a lieu au Danemark. Le pays considère qu'il est soumis à une pression exercée par les immigrants venant des États membres voisins, la Suède et l'Allemagne. La perception des « immigrants » varie également: un Finlandais de seconde génération, né et vivant dans un autre pays de l'UE, sera probablement considéré comme un « local » alors qu'un Africain de seconde génération sera plus probablement considéré comme un « immigrant ».

Le lien entre le marché du travail et les migrations est également important parce que les marchés du travail sont internationaux alors que l'État providence est national. Les politiques devraient être prévues pour intégrer les droits sociaux dans un cadre international permettant aux individus d'emporter leurs droits avec eux lorsqu'ils se déplacent.

La liberté de déplacement est aujourd'hui menacée au niveau européen, les contrôles aux frontières risquant d'être réintroduits, et nous devons rapidement disposer d'un modèle international de protection sociale et de droits égaux. Sinon, l'ensemble de la société en subira les conséquences.

Par le passé, les sociaux-démocrates avaient tendance à considérer les migrations et l'intégration comme des sujets tabous qu'ils n'osaient pas aborder et ils ont ainsi permis au centre-droit de dominer le débat. Il s'agit cependant d'un sujet qui peut et doit prendre une plus grande place dans le programme social-démocrate, à la fois afin de garantir un même traitement des migrants et des non-migrants devant la loi et de combattre la menace populiste.

SESSION PLÉNIÈRE II
CONFÉRENCE DE BARCELONE

UNE SOCIAL-DÉMOCRATIE RENOUVELÉE POUR RELEVER LES DÉFIS DE L'EUROPE

Débat en session plénière, Barcelone, 21 juin 2011

Le dernier débat en session plénière de la conférence du groupe S&D s'est orienté vers la définition des étapes essentielles pour remettre la social-démocratie « sur les rails » en Europe. Intervenants et participants se sont interrogés sur la meilleure façon de garantir que la social-démocratie devienne une force politique décisive d'ici aux prochaines élections au Parlement européen en 2014.



Ricardo Lagos

Ancien président du Chili

Les Européens doivent se hâter de terminer la construction de l'Europe. Sinon ils risquent de voir « s'effondrer » toute la structure.

L'Europe a survécu en poursuivant son intégration et c'est le message qu'elle a envoyé au reste du monde pendant les soixante dernières années. L'Europe a toujours été l'exemple que les autres souhaitent suivre, à cause de sa combinaison de la démocratie avec une économie solide et un progrès social. Aujourd'hui, cependant, tout cela est remis en question. La situation dans le monde s'est inversée; les banquiers fixent les conditions dans lesquelles les politiciens doivent agir et les politiciens sauvent les banques.

Les sociaux-démocrates doivent faire comprendre que nous ne pouvons pas laisser les marchés résoudre nos problèmes. Des politiques mondiales seront nécessaires pour relever ces défis, au lieu de laisser la primauté aux marchés, et l'Europe doit jouer un rôle central dans l'élaboration de ces politiques.



Jacques Delors

Ancien Président de la Commission européenne

La social-démocratie a réalisé tant de choses par le passé en Europe que certains se demandent si nous pouvons « rebondir ». L'Europe ne sera pas fidèle à elle-même si elle ne conserve pas l'idée que nous, les socialistes, lui avons léguée : chacun a sa place dans la société et doit s'y sentir chez lui, et chaque État membre a sa place dans l'Union européenne. Nous devons reconstruire la société et nous écarter de l'individualisme de la droite. Nous devons combattre les réflexes populistes nationaux: nous ne pouvons relever des défis mondiaux en revenant au niveau national ou même local. L'Europe constitue le seul niveau susceptible de fonctionner et nous devons expliquer cela à l'opinion publique. La situation de l'Europe est très fragile : nous avons le choix entre la survie et le déclin, et nous régressons au fil des années. À moins d'un miracle, nous serons contraints de faire un bond institutionnel en avant si nous voulons sauver l'euro. Nous devons faire cesser la cacophonie des opinions, être plus disciplinés et laisser une seule personne parler au nom de l'Europe.



Alfred Gusenbauer

Président du projet Next Left de la FEPS et ancien chancelier autrichien

L'Europe est confrontée à une profonde crise économique et les politiques menées par les gouvernements de droite l'aggravent. Leur recette (austérité et réductions budgétaires) sera douloureuse mais nous rendra encore plus malades qu'auparavant. Il n'est pas si difficile que cela de gagner les prochaines élections européennes: nous devons simplement mettre en place une solution social-démocrate de remplacement et montrer que nous pouvons faire mieux et construire une société plus juste dans le domaine social. Nous devons aussi véhiculer efficacement ce message.

Nous ne devons pas répondre à la montée du nationalisme et du populisme en renonçant à l'Europe. Nous n'avons pas le choix: la réponse à la question essentielle de savoir quelle est la meilleure façon d'atteindre un nouvel équilibre économique se trouve au niveau européen. Si les sociaux-démocrates renoncent à l'Europe, nous serons impuissants parce que nous n'avons aucune autre réponse: l'Europe nous offre les seuls outils dont nous disposons pour résoudre ces problèmes.

Mais de quelle Europe s'agit-il ? Nous devons la transformer en une Europe social-démocrate; il existe un lien indissociable entre un retour à l'équilibre social dans nos sociétés et la démocratisation de l'Europe. Si nous ne nous attaquons pas aux questions sociales qui se posent à l'échelle européenne et mondiale, nous devons lutter pour la survie économique.

Martin Schulz MEP

Député européen, président du groupe S&D

Dans notre environnement mondialisé, nous ne pouvons relever les défis en n'utilisant que des outils disponibles au niveau national, tels que la gestion des marchés financiers, le changement climatique et le manque de vivres. Face à une économie de plus en plus internationale, notamment les droits sociaux acquis au niveau national ne peuvent de plus en plus être maintenus, protégés et complétés qu'au niveau européen.



Il existe toujours un fort soutien à l'intégration européenne; cependant les gens s'opposent à l'Europe telle qu'elle est aujourd'hui. L'Europe est discréditée parce qu'elle est mal gérée et perçue comme socialement injuste. Nous devons changer cela. Nous devons offrir une alternative de gauche à l'austérité et aux coupes budgétaires soutenues par la droite conservatrice et proposer des mesures concrètes en faveur de la croissance économique et de l'emploi.

Nous devons communiquer des messages clairs. En tant que socialistes, nous avons tendance à analyser et expliquer les situations dans le détail. Bien que nous constatons d'importantes différences dans les programmes au sein des conservateurs, ils parviennent à s'unir derrière des slogans simplistes et populistes.

Tout en évitant les simplifications populistes, la gauche devrait avoir le courage de véhiculer quelques messages clairs: dire, par exemple, que la croissance économique doit également conduire à la croissance des revenus des citoyens; qu'une rémunération juste est essentielle à la reprise économique; et que nous ne pouvons pas continuer à réduire les services publics parce que seuls les gens riches peuvent se permettre de vivre dans un Etat pauvre.

Poul Nyrup Rasmussen

Président du PSE

Les sociaux-démocrates doivent proposer aux électeurs un choix sans ambiguïté. Il est également nécessaire que l'opinion publique fasse la différence entre notre approche de celle de nos adversaires. Si nous le faisons, nous pouvons gagner à nouveau. La question ne réside pas dans le fait de savoir si nous avons besoin de l'Europe (bien sûr que oui), mais de quelle Europe nous avons besoin. Si nous devons apporter les changements que nous souhaitons, nous devons construire des passerelles avec nos partis nationaux pour qu'ils l'admettent et placent l'Europe au cœur de leur programme national.

Nous sommes les seuls à disposer d'un programme macroéconomique cohérent, logique et solide au niveau européen, visant à remettre l'Europe sur les rails. La question principale que se posent les gens dans la vie est « est-ce que je peux y arriver ? ». Nous devons leur fournir une feuille de route qui prenne en compte leurs craintes et leur donne de l'espoir pour le futur, et c'est ce que nous faisons.

La taxe sur les transactions financières a depuis longtemps été réclamée par le PSE et le groupe S&D, et ce n'est que récemment et à contre-cœur que la droite l'a adoptée. Nous devons démontrer que nous sommes ceux qui veulent le vrai changement du système financier mondial.



L'APPEL DE BARCELONE

Le Groupe S&D, réuni à Barcelone les 20 et 21 juin 2011, encourage les socialistes et sociaux démocrates d'Europe à s'engager dans un débat sur la manière de regagner leur poids politique. Nous sommes convaincus que nos valeurs devraient déterminer le monde qui émerge de la crise. D'ici aux prochaines élections européennes en juin 2014, nous voulons être à nouveau la force politique principale en Europe, et constituer des majorités progressistes au Conseil Européen, à la Commission et au Parlement.

La conférence a débattu en profondeur de quatre priorités politiques clés. Il s'agit de questions auxquelles nous voulons répondre efficacement, avec une énergie nouvelle et des idées novatrices issues de la société.

Nous, socialistes et sociaux démocrates européens, prenons les engagements suivants:

1. LA RECONQUETE POLITIQUE

Nous travaillerons à une reprise économique progressiste et équitable, créatrice d'emploi, respectueuse de l'Etat social, dynamisant la croissance et promouvant des normes sociales et environnementales élevées.

Ceux qui ont créé la crise ne sauraient nous ramener sur le chemin du progrès. Afin de diriger la sortie de crise, nous devons donner à l'économie de marché, et particulièrement au secteur financier, un cadre règlementaire, élément-clé d'un nouveau modèle socio-économique. Le politique devrait dominer les marchés.

2. DEFENDRE LES DROITS DES GENS

Nous nous investirons dans la gestion de l'immigration et dans la promotion de l'intégration. Nous combattons de toutes nos forces le populisme et la xénophobie. Notre but est de renforcer le dialogue avec les électeurs et de reprendre l'initiative dans ces domaines politiques cruciaux où les valeurs fondamentales sont en jeu.

3. UNE DEMOCRATIE PLUS SOLIDE

Nous défendrons vigoureusement la démocratie, les droits des citoyens et la liberté des media tant en Europe que dans le monde. Comme l'a montré le printemps arabe, les gens ont partout un immense besoin de cette responsabilisation qu'apporte la démocratie.

Les socialistes et sociaux démocrates européens s'engageront dans de nouvelles formes de participation et de communication politiques, aux travers desquelles nos démocraties peuvent être renforcées.

4. UNE UNION EUROPEENNE PLUS FORTE

Nous soutiendrons une UE forte, réformée et progressiste, et nous défendrons l'Europe face aux nationalistes et aux eurosceptiques. Nous soutenons que l'Union Européenne doit être une aire commune de liberté et de justice.

Nous croyons fermement que c'est au travers de l'Union Européenne que nous relèverons les défis de la globalisation.

PARTICIPANTS

Almunia Joaquín	Vice-Président de la Commission Européenne	Espagne
Andrés Barea Josefa	Membre du Parlement européen groupe S&D	Espagne
Arif Kader	Coordinateur groupe S&D	France
Arsenis Kriton	Membre du Parlement européen groupe S&D	Grèce
Ayala Sender Ines	Membre du Parlement européen groupe S&D	Espagne
Badia I Cutchet Maria	Vice-Présidente groupe S&D responsable des tables rondes	Espagne
Baron Crespo Enrique	ancien Président du PE et ancien Président du groupe du PSE	Espagne
Bartumeu Jaume	Président du groupe parlementaire socialiste	Andorre
Berès Pervenche	Membre du Parlement européen groupe S&D, Président de Commission au PE	France
Berman Thijs	Chef de Délégation	Pays-Bas
Besamusca Janna	Secrétaire Général Ecosy	Pays-Bas
Bokor Henrik	Débat Facebook	Suède
Bostinaru Victor	Membre du Parlement européen groupe S&D, Coordinateur	Roumanie
Cercas Alejandro	Membre du Parlement européen groupe S&D, Coordinateur	Espagne
Colombo Anna	Secrétaire Général S&D Group	Italie
Cordery Philippe	PES Secrétaire Général	France
Crocetta Rosario	Membre du Parlement européen groupe S&D	Italie
D'Alema Massimo	FEPS Président/Orateur	Italie
Dancila Viorica	Membre du Parlement européen groupe S&D	Roumanie
Danellis Spyros	Membre du Parlement européen groupe S&D	Grèce
Davies Cleo	Secrétariat PSE	Royaume Uni
De Keyser Véronique	Vice-Présidente du groupe S&D	Belgique
De Rossa Poincias	Chef de Délégation	Irlande
Delors Jacques	Président Fondation 'Notre Europe' , ancien Président de la CE	France
El Khadraoui Saïd	Membre du Parlement européen groupe S&D	Belgique
Estrela Edite	Chef de délégation	Portugal
Fajon Tanja	Chef de délégation	Slovénie
Flasikova Benova Monika	Vice-Présidente groupe S&D	Slovaquie
Gal Krisztian	Débat Facebook	Hongrie
Gardiazábal Rubial Eider	Membre du Parlement européen groupe S&D	Espagne

Geier Jens	Membre du Parlement européen groupe S&D, Coordinateur	Allemagne
Gomes Ana	Membre du Parlement européen groupe S&D	Portugal
Göncz Kinga	Membre du Parlement européen groupe S&D	Hongrie
Grech Louis	Chef de délégation	Malta
Gualtieri Roberto	Membre du Parlement européen groupe S&D, Coordinateur	Italie
Guerrero Salom Enrique	Membre du Parlement européen groupe S&D	Espagne
Gurmai Zita	Membre du Parlement européen groupe S&D - Présidente Femmes PSE	Hongrie
Gusenbauer Alfred	Président FEPS 'Next Left' – ancien Premier ministre	Autriche
Havel Jiri	Chef de délégation	Rép. Tchèque
Herczog Edit	Membre du Parlement européen groupe S&D - Trésorière Groupe S&D	Hongrie
Hill Steven	Auteur et pigiste, commentateur politique	USA
Howitt Richard	Membre du Parlement européen groupe S&D, Coordinateur	Royaume Uni
Hughes Stephen	Vice-Président du groupe S&D	Royaume Uni
Innerarity Daniel	Professeur de philosophie à l'Université, Pays Basque	Espagne
Iotova Iliana Malinova	Membre du Parlement européen groupe S&D	Bulgarie
Ivan Catalin Sorin	Chef de Délégation	Roumanie
Ivari Padar	Chef de délégation	Estonia
Jaakonsari Liisa	Chef de Délégation	Finlande
Jáuregui Ramón	Ministre de la Présidence - Gouvernement espagnol	Espagne
Jorgensen Dan	Chef de Délégation	Danemark
Kalfin Ivailo	Chef de Délégation	Bulgarie
Kir Emir	Ministre Bruxelles Capitale	Belgique
Kirilov Evgeni	Membre du Parlement européen groupe S&D	Bulgarie
Kleva Mojca	Membre du Parlement européen groupe S&D	Slovénie
Koppa Eleni	Membre du Parlement européen groupe S&D	Grèce
Lagos Ricardo	"Fundación Democracia y Desarrollo" - ancien Président	Chile
Lambrinidis Stavros	Chef de délégation	Grèce
Leichtfried Jörg	Chef de délégation	Autriche
Leinen Jo	Membre du Parlement européen groupe S&D, Président Commission Environnement PE	Pays-Bas
Levrat Christian	Président Parti Socialiste	Suisse

Liberadzki Boguslaw	Chef de délégation	Pologne
Liddle Rodger	Président Policy Network - Londres	Royaume Uni
López Aguilar Juan Fernando	Chef de délégation	Espagne
Machnig Matthias	Ministre des Affaires économiques, Thüringen	Allemagne
Maes Thomas	Secrétaire Général d'Ecosy	Belgique
Martín Munoz Gema	Directrice "Casa Árabe", Professeur de sociologie	Espagne
Martinez Martinez Miguel Angel	Vice-Président du PE	Espagne
Mavronikolas Kyriakos	Chef de délégation	Cyprus
McAvan Linda	Membre du Parlement européen groupe S&D, Coordinateur	Royaume Uni
Meyer Henning	Rédacteur Social Europe - Londres	Royaume Uni
Milanovic Zoran	Chef du parti Social Démocrate	Croatie
Mirsky Alexander	Chef de délégation	Latvia
Moraes Claude	Membre du Parlement européen groupe S&D, Coordinateur	Royaume Uni
Moratinos Miguel Angel	Ancien Ministre des Affaires Etrangères	Espagne
Moreno Javier	Secrétaire Général GPF	Espagne
Muxel Anne	Directeur de recherche CEVIPOV – Paris	France
Neuser Norbert	Membre du Parlement européen groupe S&D	Allemagne
Nevedalová Katarina	Membre du Parlement européen groupe S&D	Slovaquie
Obiols I Germa Raimon	Membre du Parlement européen groupe S&D	Espagne
Paleckis Justas Vincas	Chef de délégation	Lithuania
Paliadeli Chrysoula	Membre du Parlement européen groupe S&D	Grèce
Panzeri Pier Antonio	Membre du Parlement européen groupe S&D	Italie
Penny Kaisa	Présidente d'ECOSY	Finlande
Perelló Rodríguez Andrés	Membre du Parlement européen groupe S&D	Espagne
Plumb Rovana	Vice-Président groupe S&D	Roumanie
Podimata Anni	Membre du Parlement européen groupe S&D	Grèce
Pronk Jan	Ancien ministre au Développement et à la Coopération	Pays-Bas
Pusieux Kévin	Débat Facebook	France
Radelicki Lesia	Femmes PSE	Belgique
Rangel Joan	Représentant du gouvernement espagnol en Catalogne	Espagne

Rapky Bernard	Chef de Délégation	Allemagne
Rasmussen Poul Nyrup	Président du PSE	Danemark
Ravinet Eugenio	Secrétaire Général – "Organización Ibéroamericana Juventud"	Espagne
Reuter Conny	Secrétaire Général SOLIDAR	Allemagne
Riera Madurell Teresa	Membre du Parlement européen groupe S&D, Coordinateur	Espagne
Roberts Hadleigh	Etudiant université de Bath, Débat Facebook	Royaume Uni
Rodrigues Maria João	Présidente "Progressive societies network" du PSE, conseillère spéciale ONU	Portugal
Romero López Carmen	Membre du Parlement européen groupe S&D	Espagne
Roucek Libor	Vice-Président du Parlement européen	Rép. Tchèque
Sassoli David	Chef de délégation	Italie
Schulz Martin	Président groupe S&D	Allemagne
Scicluna Edward	Membre du Parlement européen groupe S&D	Italie
Segol Bernadette	Secrétaire Général ETUC	France
Sippel Birgit	Membre du Parlement européen groupe S&D	Allemagne
Siwiec Marek	Membre du Parlement européen groupe S&D	Pologne
Skrzypek Ania	Conseillère FEPS	Poland
Stetter Ernst	Secrétaire Général FEPS	Allemagne
Susta Gianluca	Membre du Parlement européen groupe S&D	Italie
Swoboda Hannes	Vice-Président du groupe S&D	Austria
Tabajdi Csaba	Chef de Délégation	Hongrie
Terron I Cusí Anna	Secrétaire d'Etat à l'Immigration et l'Emigration	Espagne
Thaler Zoran	Chef de délégation	Slovénie
Thomsen Britta	Membre du Parlement européen groupe S&D, Coordinateur	Danemark
Trautmann Catherine	Chef de Délégation	France
Ulvsog Marita	Chef de délégation	Suède
van Brempt Kathleen	Chef de délégation	Belgique
Vaughan Derek	Membre du Parlement européen groupe S&D	Royaume Uni
Vergnaud Bernadette	Membre du Parlement européen groupe S&D	France
Vigenin Kristian	Membre du Parlement européen groupe S&D, Coordinateur	Bulgarie
Vitorino António	Ancien Commissaire européen	Portugal

Ward Janelle	Experte	USA
Weber Henri	Membre du Parlement européen groupe S&D	France
Wessels Bernhard	Professeur Université d'Humboldt à Berlin	Allemagne
Wiersma Jan Marinus	Ancien député européen	Pays-Bas
Willmott Glenis	Chef de délégation	Royaume Uni
Zala Boris	Chef de délégation	Slovaquie

Modérateurs

Davis Jacki	Journaliste et commentatrice affaires européennes	Royaume Uni
Meade Geoff	Rédacteur Europe, « Press Association »	Royaume Uni

Unité de Réflexion et Coopération du Secrétariat du groupe S&D

Beumer Antony	Chef d'unité
Esders Elke	Administratrice
Pegazzano Andrea	Assistante
Salmon-Bobek Alexandra	Assistante, photographe
Weech Ludivine	Assistante



Groupe de l'alliance progressiste des
Socialistes & Démocrates
au Parlement européen

Parlement Européen
rue Wiertz – B1047 Bruxelles
Tél Bxl +32 2 284 21 11
Tél Str +33 3 88 17 40 01

www.socialistsanddemocrats.eu
www.socialistsanddemocrats.mobi

